



**VERS UN RETOUR DE LA CROISSANCE ?
LES ALÉAS DE LA CONJONCTURE ALLEMANDE**

**Alfred BOSS, Annette KUHN, Carsten-Patrick MEIER,
Frank OSKAMP, Birgit SANDER et Joachim SCHEIDE**

**chercheurs à l'Institut pour l'économie mondiale
à l'Université de Kiel**

***Note du Cerfa n° 14
juillet 2004***

Vers un retour de la croissance ?

Les aléas de la conjoncture allemande*

La reprise conjoncturelle en Allemagne s'est accélérée au cours des premiers mois de 2004. Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté en termes annuels de 1,8 % par rapport à 1,1 % au trimestre précédent. La production a augmenté plus rapidement en raison de la forte poussée de la demande extérieure, et plus particulièrement des pays de la zone euro et d'Asie. En revanche, la demande intérieure a fléchi. Les investissements dans le bâtiment ont chuté, ce qui s'explique entre autres par les intempéries hivernales, et les dépenses d'équipements ont légèrement diminué. La consommation des ménages a stagné, bien que l'impôt sur le revenu ait baissé en début d'année. Le marché du travail a continué à se dégrader malgré l'augmentation de la production. L'emploi a continué de diminuer au cours du premier trimestre, et le taux de chômage a atteint 10,5 % en mai.

Les indicateurs actuels sont de nouveau orientés à la hausse. La production industrielle et les carnets de commandes de l'industrie de transformation ont progressé en avril de 2,1 à 2,5 % par rapport à la moyenne du premier trimestre, et les entreprises sont nettement plus optimistes qu'au premier trimestre. Cependant, le prix de l'essence a connu une hausse brutale et temporaire en mai et en juin, qui a probablement déprimé les dépenses de consommation des ménages. En outre, les carnets de commandes des entreprises de bâtiment reflètent une nouvelle baisse de l'activité dans ce secteur. Globalement, la reprise conjoncturelle s'est maintenue au printemps, bien que le rythme se soit un peu ralenti depuis le début de l'année 2004.

Les prix à la consommation, qui ont beaucoup augmenté récemment, ont accusé en mai une hausse de 2 % par rapport à l'année 2003. Ceci s'explique principalement par la forte augmentation du prix de l'essence suite à l'envolée des cours du brut sur le marché mondial.

Nous avons établi nos prévisions en supposant que le cours de 40 dollars par baril de pétrole atteint début juin ne sera pas durable, et qu'il sera ramené à 32 dollars d'ici à la fin

* Traduction de l'allemand : Isabelle Bonnefond. Une version plus longue de ce texte a été publiée en allemand sous le titre « Konjunkturerholung in Deutschland setzt sich in mäßigem Tempo fort », dans *Die*

de l'année 2004. Si cette hypothèse s'avère, le cours du pétrole sera supérieur de 4 dollars en moyenne par rapport à nos prévisions du mois de mars. Le tableau conjoncturel ne devrait pas s'en trouver modifié : il est généralement admis que la progression du PIB allemand en termes réels ne devrait fléchir en 2004 que de 0,1 à 0,2 %. Ceci sera plus que compensé par une reprise conjoncturelle, favorisée par l'augmentation de la demande extérieure, plus rapide au cours du premier semestre 2004 que ce que nos prévisions laissaient entendre voici trois mois.

Peut-on parler d'un essor de la croissance après 2003, « année des réformes » ?

Le gouvernement fédéral a commencé à mettre en œuvre en 2003 toute une série de réformes économiques et sociales dans le cadre de l'« Agenda 2010 ». Nombreux sont ceux qui espèrent maintenant que ces mesures accéléreront la croissance et, le cas échéant, stimuleront la conjoncture. Malgré la place faite à ces réformes dans le débat public, il ne faut pas perdre de vue que celles-ci, par exemple celles concernant les régimes sociaux, ne sont qu'un petit pas pour relever les enjeux présents et futurs. Le gouvernement ne fait que rectifier des erreurs commises récemment, entre autres en assouplissant les règles applicables aux licenciements, qui avaient été durcies en 1998, ou en réintroduisant le correctif démographique supprimé dans le calcul des retraites.

Les réformes du marché du travail sont celles qui devraient avoir le plus d'effet sur la croissance et l'emploi. Les critères permettant de déterminer si un chômeur doit accepter l'emploi qui lui est proposé sont bien plus stricts, ce qui devait inciter à accepter les emplois proposés. En outre, la durée de versement des allocations chômage a été réduite à un an dans la plupart des cas, mais cette mesure n'entrera en vigueur qu'en février 2006. La mise en place du système des « allocations chômage bis », qui se substitueront en cas de besoin à partir de 2005 aux aides versées aux chômeurs lorsque ceux-ci ne touchent plus les allocations chômage, devrait cependant nuire à l'offre de postes. En effet, ces « allocations bis » seront dans un grand nombre de cas supérieures aux aides versées aux chômeurs, du moins pendant la phase de transition d'une durée de deux ans. Il reste possible que les sociétés unipersonnelles et les sociétés de services aux particuliers créent des emplois supplémentaires, mais on ignore pour l'instant quels seront

les effets à long terme et à grande échelle des mesures « Hartz »¹. Les besoins en personnel des entreprises devraient être stimulés par l'allègement des règles applicables aux licenciements et par l'encadrement des indemnités par la loi. Il n'en reste pas moins que ces mesures auraient un impact bien supérieur si la réforme des règles applicables aux licenciements n'était pas circonscrite aux nouvelles embauches dans les entreprises comptant moins de 10 salariés. La demande sur le marché du travail a été stimulée en 2003 par la réintroduction de la possibilité d'exercer un emploi d'appoint exonéré de charges sociales. D'autres réformes du marché du travail restent néanmoins nécessaires pour faire baisser durablement le taux de chômage, parmi lesquelles une nouvelle lecture des dispositions permettant aux entreprises de verser des salaires inférieurs à ceux prévus par les conventions collectives, l'introduction de clauses dites d'« ouverture » dans ces conventions, ainsi que l'abandon du système qui veut que ces dernières s'imposent à tous. Il convient par ailleurs de moduler les salaires en fonction des qualifications et des régions de façon plus importante que ce n'est le cas actuellement.

Les progrès effectués dans d'autres domaines importants restent limités. Il est probable que les réformes de l'assurance maladie ne modifieront pas suffisamment le système pour engendrer durablement une plus grande efficacité et une plus faible progression des coûts. La baisse des taux des cotisations des caisses d'assurance maladie obligatoire devrait être négligeable en 2004, malgré l'introduction du forfait dont doivent dorénavant s'acquitter les patients qui vont consulter un médecin et la hausse du ticket modérateur applicable aux médicaments. La baisse des cotisations ne devrait pas être perceptible avant 2005, une fois les autres réformes entrées en vigueur. La réintroduction du correctif démographique dans le calcul des retraites va dans le bon sens, mais on peut toutefois douter qu'il suffit de prolonger la durée du travail seulement à partir de 2010. Une mise en œuvre anticipée de cette réforme permettrait de stabiliser les cotisations à un niveau plus bas et de mieux freiner l'augmentation des coûts salariaux accessoires. Il faudrait aussi supprimer les subventions des préretraites qui sont l'un des éléments de la politique de l'emploi, notamment dans le cadre de programmes de départs en retraite anticipés. Enfin, le système éducatif doit être réformé afin que les insuffisances révélées par des études

¹ Les lois Hartz portent le nom de Peter Hartz, directeur des ressources humaines de Volkswagen, qui a été nommé à la tête d'une commission chargée de proposer de nouveaux moyens pour combattre le chômage massif en Allemagne. Les deux premières lois Hartz sont entrées en vigueur au début de l'année 2003. Les lois Hartz 3 (restructuration de l'Office fédéral du travail) et 4 (fusion de l'assistance chômage et de l'aide sociale), intégrées dans l'Agenda 2010, ont été votées en même temps que les autres mesures de l'Agenda 2010 en décembre de la même année.

comparatives internationales ne perturbent pas gravement le marché du travail à l'avenir. Les problèmes rencontrés dans cet important secteur n'ont pas encore été traités.

La révision systématique de l'impôt sur le revenu est une réforme de grande ampleur. Malgré la baisse des taux d'imposition intervenue en 2004 et celle envisagée en 2005, on peut se demander si ces mesures seront durables, dans la mesure où elles sont financées par un nouvel endettement et par la vente d'éléments du patrimoine de l'Etat. Jusqu'à présent, aucune réforme fiscale de fond visant entre autres à simplifier le droit fiscal n'a été entreprise, et il semble que cette question ne soit plus prioritaire pour les politiques.

Globalement, les mesures envisagées en 2003, dont certaines ont été décidées, vont dans le bon sens. Nous pensons toutefois qu'elles ne devraient pas entraîner une reprise perceptible de la croissance. Il appartient donc aux politiques agir, d'autant que plusieurs signes laissent envisager une poursuite du ralentissement de la croissance de la production. La période 1997-2003, caractérisée par trois années d'embellie et trois années de morosité, n'a vu progresser le PIB réel que de 1,3 % par an en moyenne. Les organisations internationales estiment la croissance potentielle en Allemagne à 1,5 %². Les méthodes d'estimation qui autorisent des tendances plus souples ne prévoient que 1 % de croissance, et il n'est pas exclu que celle-ci soit encore plus faible compte tenu des incertitudes des estimations. Quoi qu'il en soit, la tendance au ralentissement de la croissance observée depuis les années 1970 perdure. Compte tenu de l'évolution démographique, les milieux politiques feront face à une augmentation du PIB de plus en plus faible s'ils ne changent pas durablement de politique. Ils doivent intégrer ce facteur dans leurs planifications et leurs prévisions budgétaires, faute de quoi ils pourraient être amenés à rectifier nettement le tir par la suite. De plus, il faut jeter dès aujourd'hui les bases d'une reprise de la croissance, car les adaptations seront d'autant plus difficiles que les changements seront intervenus tard. Nous ne présumons cependant pas que de nouvelles mesures décisives seront prises prochainement, compte tenu des voix qui s'élèvent pour réclamer de plus en plus fort une « pause dans les réformes ».

² Il faut tenir compte du fait que ces prévisions ont été nettement revues à la baisse ces dernières années.

La politique monétaire conserve son pouvoir de stimulation, tandis que les déficits budgétaires structurels restent élevés

La Banque centrale européenne (BCE) n'a pas modifié ses taux directeurs au cours des derniers mois. Le taux minimum pour les principales opérations de refinancement est de 2 % depuis un an, avec un taux du marché monétaire à trois mois légèrement plus élevé. Les taux d'intérêt nominaux et réels à court terme sont bas. Les taux du marché financier ont progressé de presque 0,5 point depuis mars. Début juin, la rentabilité des emprunts de l'Etat allemand avec une durée résiduelle comprise entre 9 et 10 ans s'établissait à 4,3 %. Les prévisions d'inflation à long terme basées sur l'inflation point mort des OATi (obligations indexées sur l'inflation) françaises ont cependant été revues à la hausse, ce qui rend probable un maintien des taux du marché financier au même niveau. Ils tournent depuis fin 2003 autour de 2,5 %, soit 0,5 point en dessous de leur niveau neutre³. L'euro, qui a cédé du terrain après avoir battu son record en début d'année 2004, s'est redressé un peu il y a quelque temps. La compétitivité de l'économie allemande en termes de prix est restée à peu près constante depuis mars, et s'est améliorée un peu depuis le début de l'année. Globalement, les conditions monétaires n'ont pratiquement pas changé depuis trois mois. Elles stimulent plutôt la conjoncture, ce qui devrait perdurer pendant notre période de prévisions. Il est probable que la BCE ne relèvera pas ses taux directeurs avant 2005 (Benner *et al.* 2004). Nous escomptons une légère hausse des taux du marché financier et travaillons sur la base d'une parité euro-dollar constante à 1,20.

Le déficit budgétaire de l'Etat rapporté au PIB en 2003 a été légèrement inférieur à 4 % et n'a pratiquement pas évolué en 2004. Malgré la baisse en début d'année des taux de l'impôt sur le revenu, de nombreuses mesures vont plutôt dans le sens d'un creusement du déficit. La loi d'amnistie permettant aux contribuables coupables d'évasion fiscale de déclarer des revenus dissimulés, contre le versement d'un prélèvement unique et l'abandon des poursuites et amendes, rapportera 1 milliard d'euros. Les taxes sur le tabac ont été augmentées au 1^{er} mars, tandis que les aides financières versées par l'Etat fédéral et les Länder ainsi que les allègements fiscaux ont été revus à la baisse. L'augmentation des salaires du secteur public a été modérée et les investissements publics continuent de reculer. Enfin, les dépenses du régime d'assurance maladie obligatoire ont baissé suite à la réforme de la santé, et l'augmentation des dépenses des régimes de retraites a été

limitée. Les dépenses globales de l'Etat rapportées au PIB devraient nettement diminuer en 2004. La pression fiscale se réduira également. Le déficit budgétaire structurel de l'Etat rapporté au PIB sera d'environ 3 %, comme en 2003.

En 2005, les taux de l'impôt sur le revenu diminueront de nouveau, ce qui entraînera une baisse de recettes fiscales estimée à 6,3 milliards d'euros ; la moitié ne fera que compenser les charges supplémentaires qui découleraient normalement de la progression « à froid » (Boss et Elendner 2003). Le passage progressif à l'imposition des retraites en aval réduira les recettes fiscales de 1 milliard d'euros en 2005 ; les allègements fiscaux accordés seront nettement inférieurs par rapport à 2004. Le nouveau relèvement des taxes sur le tabac (1^{er} décembre 2004 et 1^{er} septembre 2005) représente au moins 1 milliard d'euros de recettes fiscales supplémentaires. La pression fiscale et celle des cotisations aux régimes sociaux fléchiront globalement. Les dépenses de l'Etat augmenteront modérément, à un rythme inférieur au PIB, grâce aux mesures d'économies qui ont été décidées. Le déficit budgétaire de l'Etat rapporté au PIB devrait franchir allègrement la barre des 3 %, tandis que le déficit budgétaire structurel se tassera un peu.

Léger ralentissement de la croissance des exportations

Les exportations de biens et de services continuent de porter la conjoncture allemande. Au premier trimestre 2004, les exportations de biens ont fortement progressé (25 % en termes annuels). Elles ont été soutenues par la reprise conjoncturelle dans la zone euro et par l'excellente santé des économies asiatiques. Les exportations vers l'Asie et vers les pays de l'Union européenne (UE), et plus particulièrement vers les nouveaux pays membres, ont considérablement augmenté. Les exportations vers les Etats-Unis sont restées limitées en raison du cours de l'euro.

La forte poussée des exportations au premier trimestre ne reflète pas la tendance conjoncturelle générale, comme en témoigne la faible progression de la production industrielle des principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne pendant notre période de prévisions. Nous n'escomptons cependant pas de repli des exportations au deuxième semestre mais une légère progression, les carnets de commandes s'étant bien remplis en

³ Nous avons enlevé 0,3 % à l'inflation point mort des OATi, qui était de 2,1 % début juin, pour estimer la hausse des prix pour l'Allemagne. En effet, le taux d'inflation de ces dernières années y a été inférieur de 0,3

avril. L'appréciation de l'euro, ressentie avec un certain retard, continuera de brider les exportations jusqu'à la fin de l'année 2004, puis s'estompera. Après un deuxième semestre morose, les exportations connaîtront une nouvelle embellie avec la reprise des investissements des partenaires commerciaux. La dynamique des exportations se tassera quelque peu en 2005 en raison du relâchement de la conjoncture internationale. Globalement, les exportations augmenteront de 8,2 % en 2004 et de 4,3 % en 2005.

Le taux de progression annuelle des importations a été très important en début d'année 2004 avec 12 %. Ceci s'explique principalement par le fort volume d'exportations, dû aux hausses notables des importations de produits utilisés en consommation intermédiaire. Les achats de précaution de produits énergétiques suite aux incertitudes d'approvisionnement en pétrole ont également pesé dans la balance. Nous escomptons une progression modérée des importations d'ici à la fin de l'année 2004 en raison du tassement des exportations, et une hausse un peu plus rapide en 2005 grâce à l'augmentation de la demande intérieure. En 2005, les importations augmenteront de 4,4 %, comparé à 5,6 % en 2004.

Le déflateur des importations a de nouveau baissé depuis le début de l'année 2004, ce qui est imputable à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar. Au printemps, il est probable que les prix des importations progresseront à parité constante et en raison de la forte hausse des cours des matières premières. Les pressions qui s'exercent sur les prix suite à l'envolée des cours du pétrole baissent en cours d'année, et les effets ralentisseurs de la dépréciation disparaissent, ce qui devrait entraîner une hausse modérée du déflateur. Le déflateur des exportations progressera faiblement pendant la période de prévisions, et l'amélioration des termes des échanges disparaîtra à la fin de la période de prévisions.

La dynamique de la demande intérieure est faible

La demande intérieure a tendance à stagner depuis un certain temps. Alors qu'elle avait enregistré une forte progression au dernier trimestre 2003, parallèlement à une reprise des investissements, elle a nettement reculé au premier trimestre 2004. La demande intérieure devrait reprendre un peu au cours de notre période de prévisions, tout en restant poussive.

Les investissements des entreprises ont de nouveau reculé au premier trimestre 2004 après un léger mieux au deuxième semestre 2003. Au deuxième trimestre 2004, les carnets de commandes de biens d'investissement en Allemagne indiquent toutefois une reprise des investissements. Nous prévoyons en 2004 et en 2005 une légère augmentation des investissements des entreprises grâce à l'amélioration des perspectives des ventes et des bénéfices et aux conditions de financement qui restent favorables. Les investissements serviront d'abord à rationaliser et à remplacer des biens usagés, et les entreprises n'investiront pour développer leur activité qu'au fur et à mesure. Nous tablons globalement sur une progression des investissements des entreprises de 1,3 % en 2004 et de 2,7 % en 2005.

Les investissements dans le secteur du logement ont diminué début 2004 après avoir accusé une hausse en 2003 pour la première fois depuis deux ans, ce qui est imputable entre autres aux intempéries. La réduction des aides à l'acquisition d'un logement a incité les futurs propriétaires à anticiper leurs opérations, ce qui, compte tenu des facilités de crédit, soutiendra les investissements pendant l'été. La chute des carnets de commandes au premier trimestre montre cependant que ces facteurs ne feront qu'atténuer la baisse des investissements dans le secteur du logement. La conjoncture sera déprimée par l'excès d'offre de logements, qui perdurera pendant la période de prévision, surtout dans l'est de l'Allemagne, par la morosité du marché du travail et par les prévisions pessimistes en matière de revenus. Nous comptons sur un repli des investissements dans le secteur du logement de 0,6 % en 2004 et de 1,4 % en 2005.

Les investissements publics dans la construction continuent de décroître, en raison des déficits budgétaires de l'Etat fédéral, des Länder et des communes. Les municipalités ont vu leurs budgets s'alléger grâce à l'augmentation des transferts des recettes de la taxe professionnelle par l'Etat, mais leurs recettes fiscales sont nettement inférieures aux prévisions. Elles ont été nombreuses à reporter leurs investissements à plus tard. Nous tablons sur un recul des investissements publics dans le bâtiment de 1,6 % en 2004 et de 2,1 % en 2005.

Les ménages continuent à modérer leur consommation ; cette situation, qui dure depuis un certain temps, s'est maintenue fin 2003/début 2004. Au premier trimestre 2004, le niveau des dépenses des ménages est inchangé par rapport au trimestre précédent. Les

revenus disponibles réels ont augmenté, ce qui s'explique entre autres par les baisses d'impôts intervenues en début d'année 2004, mais l'épargne des ménages a augmenté. Cette frilosité des ménages s'explique au premier chef par la morosité durable du marché du travail et par les pertes qu'ils ont déjà essuyées. Les ménages ne devraient que timidement augmenter leur consommation en cours d'année. La baisse de l'impôt sur le revenu, qui se monte actuellement à 10 milliards d'euros, n'aura qu'une très faible incidence sur la consommation : l'allègement net n'atteint que 5 milliards d'euros car les transferts et allègements fiscaux ont été réduits, le ticket modérateur pour les médicaments a été augmenté et les patients qui consultent un médecin doivent désormais s'acquitter d'un forfait. En outre, les retraites n'ont pas été revalorisées en milieu d'année comme cela est l'habitude, et les retraités doivent payer depuis le mois d'avril le taux plein pour l'assurance dépendance. Nous pensons que les diminutions d'impôts ne seront pas durables, dans la mesure où elles sont financées par de nouveaux crédits. La reprise de la consommation sera atténuée au cours du deuxième semestre par la forte hausse des prix due à l'envolée des cours du pétrole. Cette situation devrait s'inverser à l'automne si nos prévisions s'avèrent et que les cours du pétrole se remettent à descendre. Une nouvelle baisse de l'impôt sur le revenu est prévue pour 2005, mais elle aura un impact moindre qu'en 2003 compte tenu de la suppression d'allègements fiscaux à grande échelle. Les taux de cotisations moyens pour l'assurance maladie obligatoire baisseront, mais une nouvelle cotisation sera exigée pour les soins dentaires, qui ne figureront plus dans la liste des prestations prises en charge par l'assurance maladie obligatoire à partir de 2005. L'amélioration du marché du travail s'accompagnera d'une hausse des salaires et traitements bruts bien plus rapide qu'en 2004. Globalement, les dépenses des ménages devraient augmenter de 0,2 % en 2004 et de 1,1 % en 2005. Le taux d'épargne des ménages devrait légèrement progresser, ce qui s'explique entre autres par la constitution de réserves pour la retraite.

Accélération temporaire de l'inflation

Le coût de la vie a augmenté de façon perceptible au cours du premier semestre 2004 et la hausse annuelle des prix à la consommation devrait atteindre 2,8 %. Ceci s'explique d'abord par la réforme de la santé en début d'année, qui fait supporter aux assurés des

cotisations plus importantes, par l'augmentation des taxes sur le tabac au 1^{er} mars⁴, et par la forte poussée des prix de l'essence et du fuel domestique, qui figurent dans l'indice des prix à la consommation. Cette poussée inflationniste a toutefois été modérée par la baisse des prix des denrées alimentaires observée depuis fin 2003.

Nous escomptons que cette récente poussée inflationniste sera de courte durée ; les prix de l'essence ont déjà baissé en juin. Au cours des mois à venir, la hausse des prix sera bien moins importante, en raison notamment de la baisse des cours du pétrole. La faible augmentation de l'utilisation des capacités de l'économie aura un impact sur l'évolution des prix pendant la période de prévision. La pression sur les prix exercée par l'économie intérieure sera donc faible, et la hausse des cours du pétrole intervenue ne devrait pas inciter les entreprises à répercuter les hausses de prix sur les consommateurs et les syndicats à réclamer des hausses de salaires. Les progressions de salaires prévues par les conventions collectives seront modérées en 2004 et en 2005. Nous pensons que le cours de l'euro restera proche de son niveau actuel. L'appréciation déjà intervenue de la monnaie européenne atténuera les prix des importations, qui baissent peu à peu. D'autres hausses des taxes sur le tabac sont toutefois prévues pour le 1^{er} décembre 2004 et le 1^{er} septembre 2005. Nous tablons sur une augmentation des prix à la consommation de 1,6 % en 2004 et de 1,1 % en 2005.

Le marché du travail ne connaîtra pas d'amélioration notable

Le marché du travail s'est de nouveau détérioré de façon nette au cours du premier trimestre 2004. La population active a baissé en moyenne de 30 000 personnes au cours des trois derniers trimestres 2003, et de 49 000 au premier trimestre 2004. Le nombre de chômeurs a toutefois baissé de 63 000 personnes, ce qui s'explique par la mise en œuvre début 2004 de nouvelles méthodes de comptabilisation des personnes qui bénéficient de cours de formation, de qualification et de bilans de compétences, qui ont fait baisser le nombre de chômeurs en janvier d'au moins 80 000 (Boss *et al.* 2004). Si de nouvelles méthodes n'avaient pas été employées, on compterait environ 30 000 chômeurs de plus. Le nombre de chômeurs augmente de nouveau sans discontinuer depuis le mois de février. La hausse moyenne mensuelle est de 26 000 personnes et un fléchissement a été

⁴ Les fabricants de cigarettes ont apparemment essayé de compenser les baisses de bénéfices escomptées en relevant leurs prix.

observé récemment. La conjoncture a eu un impact, tout comme la baisse du nombre de personnes bénéficiant de mesures d'aide à l'emploi depuis le début de 2004. Ces facteurs ont eu des conséquences plus étendues que les corrections statistiques et l'impact de la réforme Hartz (sociétés unipersonnelles et sociétés de services aux particuliers).

Les partenaires sociaux ont réagi à la morosité persistante du marché du travail en adoptant en 2004 des positions modérées lors des négociations salariales. Les industries métallurgique et chimique ont conclu des accords salariaux nettement en retrait par rapport à ceux de l'année 2003. Le contrat d'une durée de 13 mois adopté dans la chimie prévoit ainsi une progression moyenne des salaires de 2,1 % en termes annuels, qui peut être revue à la baisse grâce à une clause spécifique. Les tarifs horaires prévus par les conventions collectives pour l'économie dans son ensemble devraient augmenter de 1,7 % en 2004 et de 2,2 % en 2005. L'évolution toujours négative des salaires fera baisser le salaire réel à la production en 2004 ; il devrait connaître une légère progression en 2005.

Les perspectives d'emploi connaissent une lente embellie pendant la période de prévision, grâce à la reprise de la production de l'économie. Nous ne tablons que sur une faible amélioration du marché du travail compte tenu de l'expansion conjoncturelle modérée. En 2004, l'emploi enregistrera d'abord une nette baisse et ne devrait pas connaître de reprise avant le quatrième trimestre. Le secteur des emplois à bas salaires, désormais plus nombreux, est celui qui devrait afficher le plus de nouvelles embauches. Globalement, le nombre d'actifs en 2004 diminuera de 110 000 personnes pour atteindre 38,14 millions. En 2005, nous tablons sur une progression de la population active de 120 000 personnes, qui atteindra alors 38,26 millions.

Le volume d'activité économique connaîtra une légère progression en 2004, en raison du nombre plus élevé de journées de travail qui fait plus que compenser le recul du nombre d'actifs. Nous prévoyons une augmentation de 0,3 % en 2004 et une stagnation du volume d'activité en 2005 ; le nombre de journées de travail diminuera et la population active augmentera.

Le nombre de chômeurs augmentera probablement au deuxième semestre. Nous tablons pour cette période sur une accélération du recul, dans des proportions moindres cependant que l'augmentation de l'activité, une grande partie de ces nouveaux emplois

étant pris par des personnes figurant dans les « réserves latentes », qui ont beaucoup augmenté suite aux changements des méthodes de comptabilisation des chômeurs. En 2004, le nombre de chômeurs déclarés a baissé d'environ 30 000 personnes en moyenne pour atteindre le niveau élevé de 4,35 millions ; cette baisse est cependant imputable au fait que les personnes bénéficiant de cours de qualification, de formation et de bilans de compétences ne sont plus comptabilisées parmi les chômeurs depuis le début de 2004. En 2005, le nombre de chômeurs passera à 4,32 millions. Le regroupement des aides sociales et des allocations chômage sur l'emploi aura un impact qu'il est très difficile de prévoir en raison des incertitudes attachées aux nouvelles règles et a donc été exclu de nos prévisions.

Perspectives : la production continuera à augmenter modérément

La conjoncture chez les partenaires commerciaux de l'Allemagne dans la zone euro s'accéléralera d'abord pendant la période de prévision, et s'essouffera un peu dans le reste du monde, tout en restant nettement orientée à la hausse. En outre, l'impact de l'appréciation de l'euro va s'estomper, puis disparaître en 2005. Globalement, la demande extérieure stimulera la conjoncture jusqu'en 2005 et cet effet perdurera la plus grande partie de l'année. La hausse de production de l'économie sera limitée par la poussivité de l'économie intérieure. Les taux d'intérêt resteront bas et les coûts salariaux n'augmenteront que faiblement. Cependant, au vu des perspectives de croissance moroses, les perspectives à long terme d'évolution des revenus et des débouchés restent réservées. Les dépenses des ménages et les investissements progresseront faiblement.

Globalement, nos prévisions conjoncturelles sont pratiquement inchangées par rapport à nos prévisions de mars 2003. Au cours du deuxième semestre 2004, la reprise de la demande intérieure sera quelque peu freinée par la hausse des cours du pétrole. Compte tenu de la légère accéléralion de la hausse de production, imputable à des facteurs extérieurs, nous tablons sur une faible progression du PIB de 1,8 % en moyenne en 2004, dont 0,6 % imputable à l'augmentation du nombre de journées de travail par rapport à 2003. Nous escomptons en 2005 une hausse de la production de 1,3 %, ce qui, rapporté au nombre de journées de travail, équivaut à une progression du PIB de 1,5 %.

Sources

- Benner, J., K.-J. Gern, A. Kuhn, F. Oskamp, B. Sander et J. Scheide (2004). Konjunktur in den Industrieländern bleibt aufwärts gerichtet. *Die Weltwirtschaft*.
- Boss, A. et T. Elendner (2003). Steuerreform und Lohnsteueraufkommen in Deutschland – Simulationen auf Basis der Lohnsteuerstatistik. *Die Weltwirtschaft* (3), p. 368-387.
- Boss, A., A. Kuhn, C.-P. Meier, F. Oskamp, B. Sander, J. Scheide et R. Schmidt (2004). Deutsche Konjunktur : Gedämpfte Erholung. *Die Weltwirtschaft* (1), p. 33-55.
- Bundesagentur für Arbeit (année en cours). *Amtliche Nachrichten*. Nuremberg.
- Deutsche Bundesbank (années en cours). *Saisonbereinigte Wirtschaftszahlen*. Francfort.
- Deutsche Bundesbank (années en cours). *Rapport mensuel*. Francfort.
- BCE (Banque centrale européenne) (années en cours). *Rapport mensuel*. Francfort.
- ifo (Institut für Wirtschaftsforschung) (années en cours). *ifo-Konjunkturperspektiven*. Munich.
- Statistisches Bundesamt (année en cours). *Wirtschaft und Statistik*. Stuttgart.
- Statistisches Bundesamt (2004). *Fachserie 18 : Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen, Reihe 1.2 : Konten und Standardtabellen. Vorbericht*. Wiesbaden.
- Statistisches Bundesamt (année en cours). *Fachserie 18 : Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen, Reihe 1.3 : Konten und Standardtabellen. Hauptbericht*. Wiesbaden.
- Statistisches Bundesamt (année en cours). *Fachserie 18 : Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen, Reihe 3 : Vierteljahresergebnisse der Inlandsproduktsberechnung*. Wiesbaden.